

Les activités de la FAO dans le domaine des urgences et du redressement

Note stratégique

1. Analyse des besoins et avantages comparatifs

On reconnaît de plus en plus, à l'échelon international, le rôle de l'agriculture dans les interventions d'urgence destinées à faire face à des conflits, troubles intérieurs et catastrophes, compliqués par la croissance démographique, l'augmentation des prix des aliments et des combustibles, les changements climatiques et l'intensification des échanges et des mouvements internationaux (voir Annexe). Par ailleurs, la nature des relations institutionnelles entretenues par la FAO se modifie. Le financement des activités de la FAO a augmenté et se diversifie tandis que le recours aux fonds communs est de plus en plus fréquent¹. Les institutions des Nations Unies et ONG participant aux activités d'urgence se sont multipliées, intensifiant la concurrence interinstitutionnelle et incitant aussi à la collaboration et à la coopération. La réforme en cours aux Nations Unies exerce une pression grandissante en faveur de l'unité d'action et a développé les possibilités et les obligations en matière de coordination entre les institutions qui s'occupent de sécurité alimentaire. En même temps, les gouvernements des pays frappés par des situations d'urgence jouent un rôle plus affirmé dans la coordination de l'aide extérieure.

La FAO possède des avantages comparatifs en matière de coordination à l'échelle mondiale, régionale et nationale des interventions internationales d'urgence et de redressement liées à l'agriculture et aux moyens d'existence ruraux. En outre, la FAO a des compétences techniques reconnues qui lui permettent d'intervenir dans différents types de crises alimentaires et agricoles et à n'importe quelle phase du cycle de programmation des urgences, de la préparation aux catastrophes à la reconstruction durable en passant par l'alerte rapide, le ciblage des bénéficiaires, l'évaluation des besoins, les opérations de secours et le redressement durable. A cet égard, la FAO continue d'afficher un avantage comparatif par rapport à d'autres institutions œuvrant dans le même domaine.

2. Vision globale, mission, objectif stratégique

Vision: En 2018, la FAO jouera un rôle catalyseur pour renforcer la résistance des pays en développement et des populations pauvres – hommes, femmes et jeunes – afin d'optimiser la gestion des crises agricoles et le redressement.

Mission: Travailler avec les gouvernements, les organisations de la société civile, les communautés et les individus afin que la sécurité alimentaire et les moyens d'existence de ceux qui dépendent principalement de l'agriculture, de l'élevage, des forêts et des pêches soient protégés avant, pendant et après les urgences.

Objectif stratégique: Répondre efficacement aux menaces et aux urgences alimentaires et agricoles en protégeant et en renforçant les moyens d'existence reposant sur l'agriculture.

L'application soutenue d'efforts et de compétences en vue de réaliser cet objectif tout au long du cycle de programmation des urgences renforcera les liens entre les phases de secours, redressement et développement. En tant que telle, la stratégie relative aux activités d'urgence de

¹ Il existe de nombreux fonds communs nationaux ou basés à New York au sein desquels les contributions provenant de donateurs multiples sont gérées par les Nations Unies. En 2007, les fonds communs ont fourni un quart du montant record de 350 millions de dollars de contributions au programme d'urgence et redressement de la FAO.

la FAO contribuera de manière significative aux objectifs globaux des membres en favorisant la réalisation de la sécurité alimentaire dans les situations difficiles, tout en réduisant au minimum les répercussions négatives sur l'environnement, avec des résultats socioéconomiques durables.

3. Les principaux résultats attendus

Les principaux résultats de la stratégie relative aux activités d'urgence de la FAO sont les suivants:

- Les parties prenantes au niveau mondial, national et local ont pu prendre des décisions plus cohérentes, fondées sur les informations issues des systèmes d'alerte rapide de la FAO sur les crises alimentaires et agricoles, grâce à l'amélioration de la communication en temps opportun d'informations exactes et au renforcement, dans les pays, des capacités analytiques requises.
- Les gouvernements, la société civile et les communautés sont mieux préparés pour répondre à des crises alimentaires et agricoles, grâce au soutien fourni par l'Organisation à la planification des interventions d'urgence, en collaboration avec le PAM et d'autres partenaires, au renforcement des capacités institutionnelles d'intervention et à l'identification et adaptation des pratiques agricoles permettant de faire face aux aléas climatiques.
- Les gouvernements et autres parties prenantes de la sécurité alimentaire au niveau national et mondial ont une compréhension plus approfondie et riche de l'impact des urgences alimentaires et agricoles sur la vie et les moyens d'existence des populations, à travers l'utilisation d'une plus vaste panoplie d'outils d'évaluation.
- Un cadre d'intervention efficace reposant sur l'évaluation des moyens d'existence et garanti par la préparation, le financement, la coordination et l'exécution de plans d'action qui emportent l'adhésion, fondés sur des éléments concrets, en faveur du relèvement des moyens d'existence ruraux.

4. Problèmes liés à la mise en œuvre

Les évaluations successives des interventions d'urgence de la FAO ont souligné la nécessité d'améliorer leur efficacité et efficacité en adaptant et en renforçant le soutien à la gestion administrative, financière et des ressources humaines au siège et dans les bureaux décentralisés. Par conséquent, la mise en œuvre de la stratégie s'accompagnerait d'améliorations importantes dans ces domaines en partant directement de l'évaluation de méthodes de travail et de l'examen détaillé en cours. En outre, une capacité technique adéquate doit être assurée et intégrée au cycle du programme, avec un renforcement du travail en équipe.

Dans le cadre de la collaboration avec les donateurs, il convient d'améliorer l'efficacité et la rapidité des décaissements et de la comptabilité, notamment par l'utilisation accrue du Fonds spécial pour les activités d'urgence et de réhabilitation (SFERA) et d'autres mécanismes de financement communs.

Les relations de la FAO avec ses organisations partenaires sont cruciales pour l'efficacité des interventions d'urgence, considérées dans tous leurs aspects. Les quatre "piliers" du réseau mondial de relations de la FAO sont: i) les liens avec les gouvernements dans les pays nécessitant une aide; ii) les relations avec les donateurs; iii) la collaboration avec les autres institutions des

Nations Unies; et iv) les partenariats avec les ONG. Les liens déjà solides avec ces parties prenantes doivent encore être intensifiés, notamment à travers des accords permanents de partenariat avec des ONG et des experts techniques et la nature doit en être légèrement modifiée si la FAO veut réaliser sa vision. Il faudrait en outre explorer les possibilités d'encourager la coopération Sud-Sud ainsi que des partenariats avec le secteur privé.

Annexe

Dans les pays en développement, trois pauvres sur quatre vivent dans des zones rurales et, très souvent, leurs moyens d'existence dépendent directement ou indirectement de l'agriculture. Ces petits exploitants, éleveurs nomades, pêcheurs et ouvriers agricoles sans terre et leurs personnes à charge constituent la grande majorité de la population la plus exposée aux risques et aux conséquences des conflits et des catastrophes naturelles.

En 2008, l'aide fournie par la FAO au titre de sa participation au Processus d'appels communs des Nations Unies, conçu pour la fourniture d'aide humanitaire aux pays touchés par des crises prolongées, atteindra 25 millions de personnes dans 24 pays. Toutefois, les besoins d'urgence dépassent largement le volume couvert par les Appels communs. À l'heure actuelle, 36 pays² sont en proie à des crises alimentaires qui nécessitent une aide extérieure. La moitié d'entre elles sont dues entre autres à une situation de conflit ou de troubles civils ou à ses séquelles. En outre, le nombre de catastrophes est en augmentation, passant de 100 en 1975 à 400 en 2007, en partie sous l'effet des changements climatiques. En 2007, 200 millions de personnes ont été touchés par des catastrophes dont 140 millions par des inondations et le reste, en grande partie, par la sécheresse. Ces catastrophes ont suscité 15 appels d'urgence coordonnés par les Nations Unies, un chiffre record. En même temps, des urgences complexes d'un genre nouveau apparaissent sous l'effet d'une combinaison de facteurs tels que les catastrophes naturelles, la croissance démographique et la hausse des prix des denrées alimentaires et des combustibles. L'effet conjugué des changements climatiques à l'échelle planétaire et de l'intensification des échanges commerciaux et des mouvements internationaux, accroît la probabilité et la rapidité d'impact de certains types de maladies et ravageurs transfrontières, notamment la grippe aviaire et le criquet pèlerin. Le VIH/SIDA, décrit comme une catastrophe de longue durée, décime la population adulte de zones urbaines et rurales en Afrique mais aussi de plus en plus en Asie, avec des effets dévastateurs sur la sécurité alimentaire et sur la capacité de résistance et de reprise après des chocs fréquents.

Si des mesures ne sont pas prises pour protéger les moyens d'existence reposant sur l'agriculture et soutenir l'autosuffisance, il faut ensuite multiplier les interventions d'aide, à un coût plus élevé et sans pouvoir inscrire ces interventions dans la durée ou recourir à des stratégies de survie négatives: vente d'actifs, migration forcée, détérioration des indicateurs de santé humaine, risque accru de conflit et misère permanente, menaçant ainsi la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Par contre, si l'on protège en temps voulu les moyens d'existence dans les contextes de crise, on peut non seulement réduire les répercussions négatives, mais créer aussi des points d'entrée pour reconstruire en mieux les moyens d'existence des ruraux pauvres au lieu de retrouver la précarité antérieure à la crise.

² Voir <http://www.fao.org/giews/english/hotspots/index.htm>.